

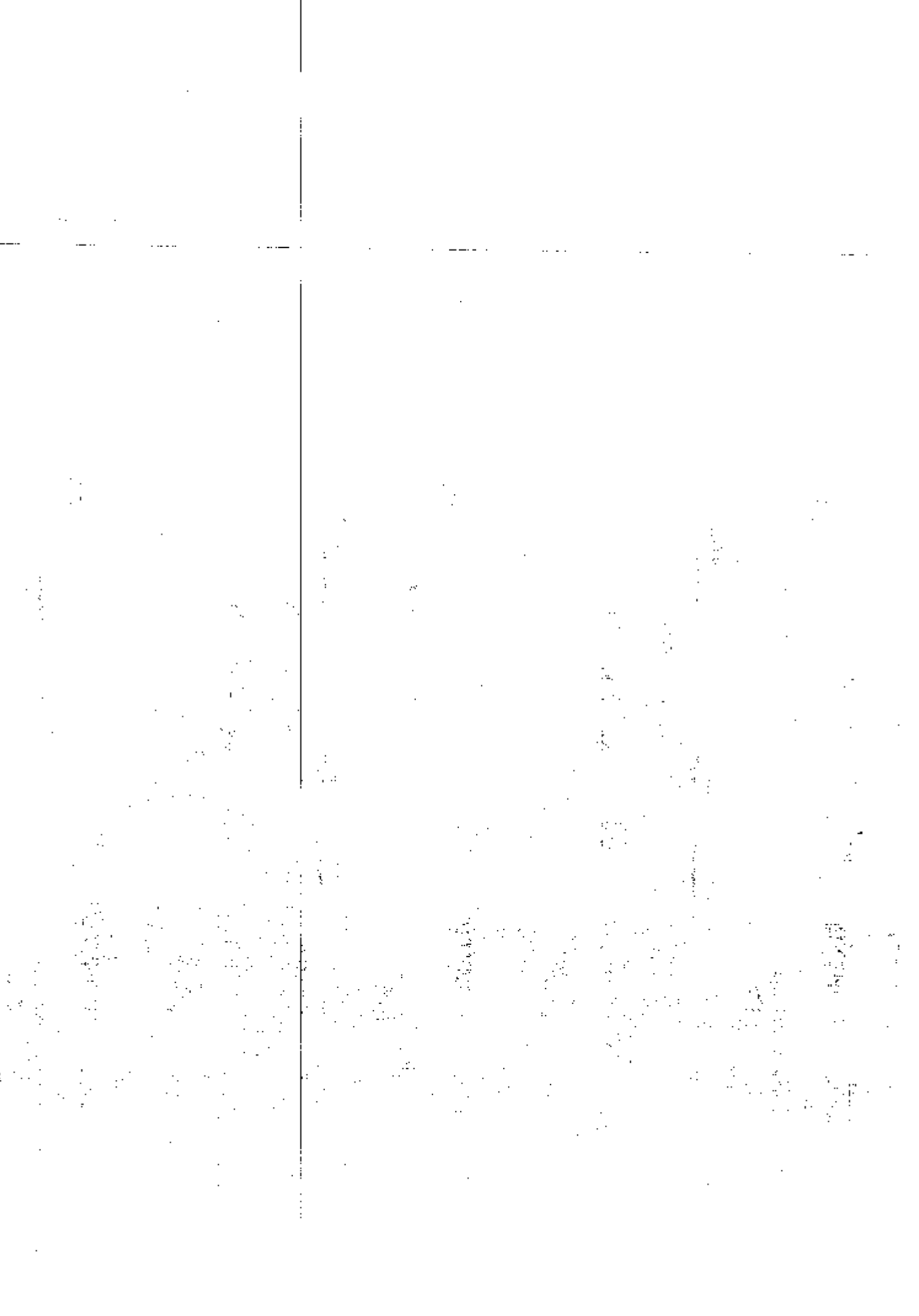
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

-----  
Comité de Balance des Paiements

-----  
Banque Centrale  
des Etats de l'Afrique de l'Ouest

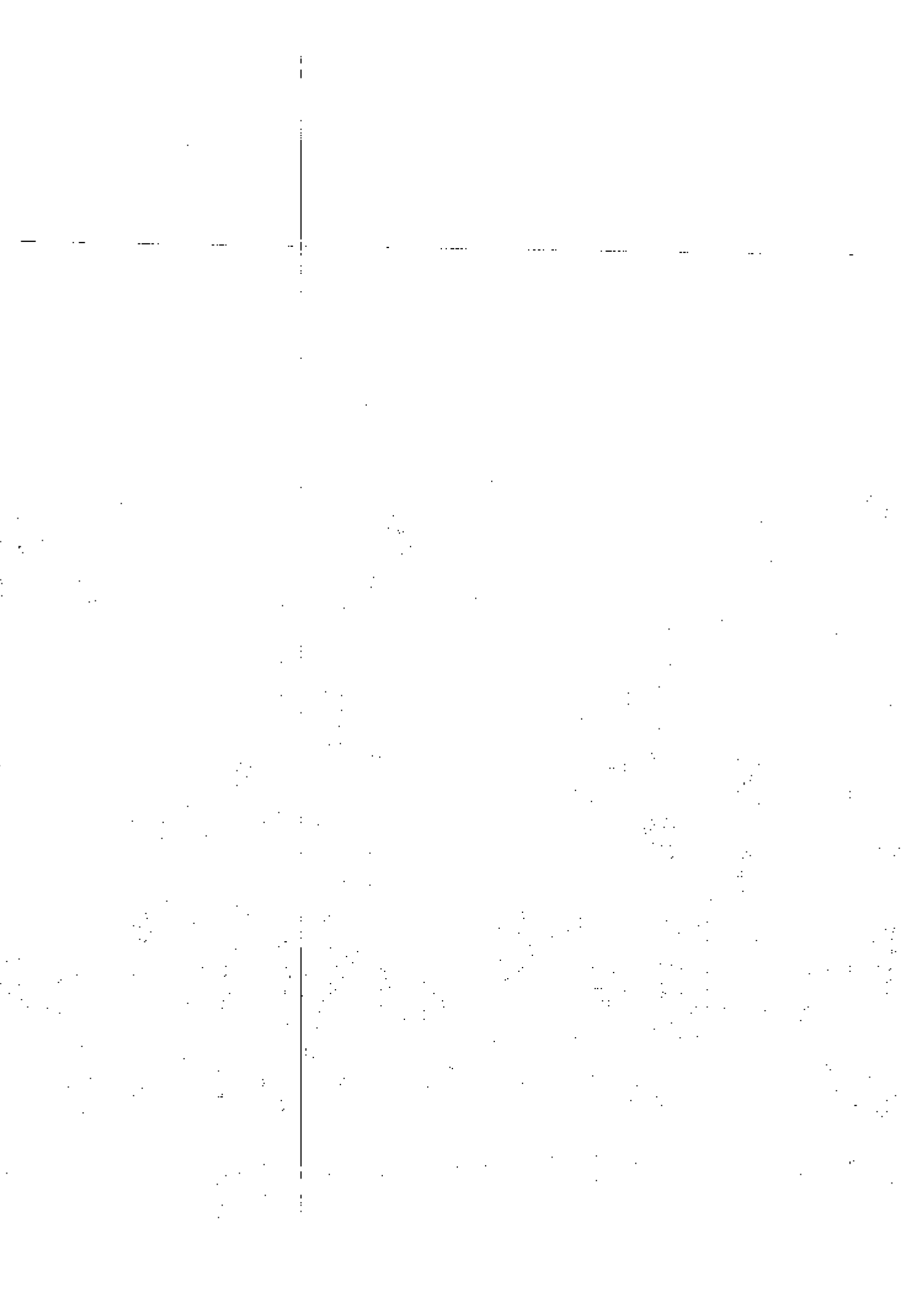
République du Mali  
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT  
DE BALANCE DES PAIEMENTS  
DU MALI  
ANNEE 2001**



## TABLE DES MATIERES

NOTE METHODOLOGIQUE.....	2
INTRODUCTION .....	7
1. <u>CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE</u> .....	7
2. <u>EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI</u> .....	9
A. <u>ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u> .....	11
I.- <u>LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</u> .....	13
1.- <u>EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE</u> .....	13
1-1- <u>Evolution des exportations</u> .....	14
1-2- <u>Evolution des importations</u> .....	16
1-3- <u>Répartition géographique du commerce extérieur</u> .....	19
2.- <u>EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES</u> .....	20
2-1- <u>Les transports</u> .....	20
2-2- <u>Les voyages</u> .....	21
2-3- <u>Les services fournis ou reçus par les administrations</u> .....	21
2-4- <u>Les autres services</u> .....	22
3. <u>EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS</u> .....	22
4.- <u>EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS</u> .....	23
4-1- <u>Les transferts courants des administrations publiques</u> .....	23
4-2- <u>Les transferts courants des autres secteurs</u> .....	24
II.- <u>LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u> .....	25
1.- <u>LE COMPTE DE CAPITAL</u> .....	25
2.- <u>LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</u> .....	26
2-1- <u>Les investissements directs</u> .....	26
2-2- <u>Les investissements de portefeuille</u> .....	26
2-3- <u>Les autres investissements</u> .....	26
2-4- <u>Les avoirs de réserve</u> .....	27
B. <u>ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE</u> .....	27
I.- <u>BANQUES DE DEPOTS</u> .....	27
II.- <u>BANQUE CENTRALE</u> .....	27
III.- <u>LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE</u> .....	29



## NOTE METHODOLOGIQUE SUR L'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI

### 1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la 5ème édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publié en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

### 2. Définitions

La **balance des paiements** est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

Une **transaction** se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre résidents et non-résidents) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est **résidente d'une économie** lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectue et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les **exceptions** concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants, les malades qui sont considérés comme résidents de leurs pays d'origine. En revanche, les

fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le **territoire économique** d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par un gouvernement (avec libre circulation des biens, personnes et capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales de l'économie (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur le territoire géographique national.

### **3. Champ d'application des données**

La balance des paiements du Mali retrace toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Elle couvre tout le territoire du Mali.

### **4. Conventions comptables**

Les données de la balance des paiements sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont tirées de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où les encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

### **5. Nature des sources statistiques**

Les principales sources utilisées pour l'établissement de la balance des paiements (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD], Fonds Européen de Développement [FED], Mission Française de Coopération, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas par exemple du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

## **6. Pratiques d'établissement des données**

### **6.1 Compte des opérations courantes**

#### **Biens**

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe les représentants de : la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI), la Société Générale de Surveillance (SGS), la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à

la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports.

### **Services**

- **Transport** : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- **Voyages** : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP ; enfin, les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- **Autres types de services** : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir d'enquêtes.

### **Revenus**

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières consolidées de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements des autres secteurs sont déterminés à partir de l'enquête de la BCEAO.

### **Transferts courants**

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des billets de banque étrangers et d'informations recueillies auprès des banques.

## **6.2 Compte de capital et compte d'opérations financières**

### **Transferts en capital**

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat.

### **Opérations financières**

- **Investissements directs et de portefeuille** : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéfices réinvestis et les prêts entre entreprises, y compris les crédits commerciaux, pour les investissements directs. Pour les investissements de portefeuille, on



distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti par pays et détenu par le Siège de la BCEAO.

## **7. Validation des données**

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de la recherche des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du plan et du commerce, de l'Office Nationale des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la DNSI et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

## **8. Autres aspects**

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année sous revue. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins internes de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 de l'Annexe III dispose : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

## INTRODUCTION

### 1. Conjoncture économique et financière internationale

Après la vigoureuse croissance enregistrée une année plus tôt, la conjoncture internationale en 2001 a été marquée par un ralentissement économique notable, accentué par les événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et le climat d'incertitude qui s'en est suivi.

En effet, le taux de croissance de l'économie mondiale s'est réduit de moitié en s'établissant à 2,4%, contre 4,7% en 2000, principalement en raison de la faiblesse de la demande dans les pays industrialisés, elle-même exacerbée par les événements du 11 septembre aux Etats-Unis. Les pertes de points de taux de croissance ont été significatives dans ces économies : 3,0 points pour les Etats-Unis (avec 1,1%), 2,0 points au Japon (avec -0,7%), 1,8 point dans la zone euro (avec 1,5%) et 0,6 point pour le Royaume-Uni (avec 2,3%). Devant cette morosité ambiante et profitant de la marge de manœuvre acquise grâce à la relative maîtrise de l'inflation, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont assoupli leur politique monétaire, en soutien aux efforts entrepris pour contenir la faiblesse de la demande.

Dans le monde en développement, l'Afrique s'est singularisée par une accélération, quoique modérée, de la croissance à 3,4%, contre 3,0% une année plus tôt et 1,8% en 1999. Subissant les effets du tassement de l'activité dans les économies avancées, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique latine ont enregistré des taux de croissance respectifs de 4,2% et 1,0%, en recul de 3,0 points par rapport à 2000 dans chacune de ces régions.

Sur le marché des changes, le dollar s'est apprécié par rapport aux principales devises, notamment l'euro et le yen, en dépit des baisses successives des taux d'intérêt de la Réserve Fédérale des Etats-Unis. Pour sa part, la monnaie européenne s'est appréciée vis-à-vis de la devise japonaise. Le tableau des taux de change annuels moyens, définis à l'incertain, retrace plus bas l'évolution des cours des principales devises par rapport au franc CFA.

Au niveau des marchés financiers, l'essoufflement de la croissance et le climat d'incertitude consécutif aux événements du 11 septembre aux Etats-Unis se sont traduits par d'importantes baisses des cotations sur les principales places financières.

Les cours internationaux de produits de base, notamment ceux du café, du coton et des produits oléagineux, ont continué de s'affaiblir du fait de la surproduction et de l'accumulation d'importants stocks, conjuguées aux perturbations des marchés liées aux événements du 11 septembre 2001.

## Evolution des taux de change annuels moyens

	2000	2001	Variations
	francs CFA par unité monétaire		%
Droit de tirage spécial	938,4697	934,1539	-0,4599
Dollar des Etats-Unis	710,6351	734,7598	3,3948
Franc suisse	421,0358	421,4080	0,0884
Livre sterling	1 075,6097	1 027,3490	-4,4868
Yen japonais	6,6143	5,3103	-19,7149

En dépit de cette conjoncture internationale peu favorable, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a enregistré une reprise, certes timorée, de la croissance à 2,9%, contre 0,9% en 2000, grâce notamment à une campagne agricole globalement bonne. Toutefois, ce léger regain d'activité s'est inscrit dans un contexte inflationniste, le taux d'inflation s'étant établi à 4,1%, en hausse de 2,3 points par rapport à 2000.

Le déficit global des finances publiques, hors dons, s'est établi à 786,9 milliards de FCFA, en hausse de 28,1 milliards par rapport à 2000. En proportion du PIB, il s'est fixé à 4,3%. Quant à l'encours de la dette extérieure publique, il a augmenté de 2,3% en ressortant à 17.114,9 milliards de FCFA, soit 94,5% du PIB à fin décembre.

En ce qui concerne les paiements extérieurs, ils se sont soldés par un excédent de 567,8 milliards de FCFA, à la suite notamment de l'évolution favorable du compte de capital et d'opérations financières qui a permis de compenser le déficit du solde des transactions courantes.

Au plan monétaire, la position extérieure nette des banques et de la BCEAO s'est renforcée de 630,1 milliards, pour se fixer à 2.122,2 milliards de FCFA. Les réserves de change se sont chiffrées à 3.045,9 milliards, induisant un taux de couverture de l'émission monétaire de 116,7%. Le crédit intérieur s'est accru de 61,2 milliards pour s'établir à 3.758,0 milliards de FCFA, en liaison avec l'accroissement des crédits à l'économie, la position nette débitrice des gouvernements s'étant contractée de 115,8 milliards. Les interventions de la Banque Centrale ont progressé de 6,6 milliards pour se situer à 473,3 milliards de FCFA, sous les effets conjugués d'une hausse de 57,8 milliards des concours aux Trésors nationaux et d'une contraction de 51,2 milliards des refinancements en faveur des banques et établissements financiers. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 11,4% en ressortant à 4.737,3 milliards de FCFA.

Tenant compte de l'évolution de l'environnement international et de la conjoncture économique interne, la Banque Centrale a maintenu inchangés son taux d'escompte et celui des prises en pension, respectivement à 6,50% et 6,00%. Les coefficients de réserves obligatoires

applicables aux banques sont également demeurés inchangés, entre 3,00% et 9,00% selon les Etats. Sur le marché monétaire, les taux des adjudications sont ressortis à 5,00% en fin d'année pour les reprises de liquidités, niveau en vigueur depuis le 12 novembre 2001, contre 4,00% retenu depuis septembre 1999. Aucune injection de liquidités n'a été effectuée en 2001, en raison de l'aisance de trésorerie du système bancaire.

## 2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali<sup>1</sup>

En 2001, l'économie malienne a connu un dynamisme exceptionnel avec un taux réel de croissance de 11,8%, après avoir subi une déprime sensible un an auparavant (-3,3%). A prix courants, le PIB a atteint 2.190,0 milliards de FCFA, soit 16,3% de plus qu'en 2000, grâce notamment au redressement de la production de coton-graine et à la forte hausse de celle de l'or.

Le secteur primaire a enregistré un taux de croissance de 11,7%, du fait des conditions climatiques favorables et de la mise en œuvre, par le Gouvernement, du plan de sortie de crise de la filière cotonnière. En effet, la production de coton-graine s'est inscrite à 570.908 tonnes (+135,2%), permettant une croissance de 19,9% de la branche de l'agriculture.

Au niveau de la branche de l'élevage, les effectifs des bovins et des petits ruminants (ovins et caprins) ont crû respectivement de 8,5% et de 15,3%, pour se fixer à 7.690.000 têtes et 22.272.000 têtes.

Sous l'impulsion de la production aurifère, le secteur secondaire a progressé de 20,3%. Après une hausse de 11,6% en 2000, la production d'or s'est à nouveau accrue de 89,8% en s'établissant à 53.658 kilogrammes en 2001, le Mali occupant désormais le troisième rang africain dans ce domaine. Cette performance s'explique essentiellement par l'entrée en exploitation de deux nouvelles mines, celles de Morila et de Yatela.

S'agissant de la branche des industries manufacturières, elle a connu un repli notable de son volume d'activité avec un taux de croissance de -14,3%, en raison notamment de la baisse de la production cotonnière de l'année précédente et au poids des activités d'égrenage du coton-graine dans cette branche. En revanche, les branches de l'énergie et des bâtiments et travaux publics ont enregistré des taux de croissance appréciables de 9,0% et 6,8%, respectivement, en raison de l'extension du réseau électrique et des travaux d'infrastructures liés à l'organisation de l'édition 2002 de la Coupe d'Afrique des Nations de football.

<sup>1</sup> Les données relatives au produit intérieur brut (PIB) et au secteur primaire figurant dans ce document sont établies conformément à la méthodologie arrêtée par l'UEMOA et qui impute la valeur ajoutée de l'agriculture à l'année de production effective (année  $n$ ). Elles peuvent être différentes de celles qui découlent de la méthodologie utilisée par la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) jusqu'à fin 2002 et qui impute la valeur ajoutée de l'agriculture à l'année de commercialisation (année  $n + 1$ ).

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, pour sa part, a augmenté de 6,1%, du fait du dynamisme de la branche du commerce qui a progressé de 17,4%. La branche des transports et télécommunications a enregistré une croissance modérée de 3,8%, alors que les autres branches (banques et assurances, autres services) ont connu une quasi-stagnation.

Concernant l'évolution des prix, le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'indice harmonisé des prix à la consommation, est ressorti à 5,1%, après -0,7% une année plus tôt, sous l'effet d'une progression de 8,0% de l'indice des produits alimentaires et de 2,6% de celui de la composante "hors alimentation". Cette poussée inflationniste est à relier aux effets des conditions climatiques défavorables qui ont affecté la production durant la campagne agricole 2000/2001 et du relèvement des coûts des produits pétroliers opéré en juillet 2001.

Dans le domaine des finances publiques, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par une augmentation du déficit global (base engagements et hors dons) qui a atteint 212,5 milliards de FCFA, contre 170,2 milliards en 2000. Le déficit base caisse, dons compris, s'est ainsi établi à 112,2 milliards, en hausse de 44,8 milliards par rapport à 2000. Le solde primaire de base est ressorti déficitaire de 0,9 milliard, soit 0,04% du PIB, contre 0,6% l'année précédente.

Au niveau de la situation monétaire, la position nette du Gouvernement s'est dégradée de 18,7 milliards en s'inscrivant à -18,8 milliards de FCFA à fin décembre 2001. Quant aux crédits à l'économie, ils ont progressé de 19,0% (ou 54,0 milliards) en se chiffrant à 338,5 milliards de FCFA, du fait des crédits ordinaires dont l'encours est ressorti à 328,5 milliards de FCFA.

Compte tenu du contexte ainsi décrit, les transactions économiques et financières extérieures du Mali en 2001 se sont traduites par un solde global excédentaire de la balance des paiements de 27,999 milliards de FCFA, en retrait de 42,8 milliards par rapport à l'année précédente, suite à la dégradation du solde des transactions courantes. Les avoirs extérieurs nets se sont consolidés en se fixant à 198,1 milliards de FCFA, contre 167,7 milliards une année plus tôt.

Le présent rapport sur l'évolution des paiements extérieurs du Mali au cours de l'année 2001 comporte deux parties. La première retrace les flux de transactions des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières), la seconde étant consacrée à la situation des encours d'avoirs et engagements extérieurs, c'est-à-dire la position extérieure vis-à-vis des non-résidents en fin de période.

## A. ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les tableaux 1 et 1 bis ci-dessous synthétisent l'évolution des transactions de balance des paiements du Mali entre 1997 et 2001. Le tableau 1 correspond à la présentation standard résumée, conformément à la cinquième édition du Manuel de balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 1 bis (présentation « optique BCEAO ») est une présentation analytique permettant de dégager un solde (monétaire) global qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets de l'économie, après pris en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change.

TABLEAU 1 : Evolution de la balance des paiements de 1997 à 2001  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-104 132	-122 821	-155 755	-181 214	-227 272
Biens	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008
dont marchandises générales	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 469
PM Exportations FOB	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590
Importations FOB	-318 516	-329 337	-372 821	-421 539	-538 598
Importations CAF	-433 400	-448 100	-507 239	-573 523	-717 505
Services nets	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057
Transports	-117 670	-120 502	-130 129	-146 320	-176 583
Voyages	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494
Serv. fournis ou reçus par les AP	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450
Autres services	-25 483	-25 542	-21 920	-18 682	-62 418
Revenus nets	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710
Rémunération des salariés	851	692	-1 867	1 147	2 248
Revenus des investissements	-31 018	-30 660	-45 002	-71 048	-123 958
Transferts courants nets	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503
Transferts courants des AP	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394
Transf. courants des autres secteurs	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	112 397	128 719	149 444	185 353	220 489
Compte de capital	65 013	73 142	69 734	74 907	101 858
Compte d'opérations financières	47 384	55 577	79 710	110 446	118 631
Investissements directs	40 723	5 241	831	55 838	76 577
Investissements de portefeuille	-4 496	2 662	496	11 723	8 522
Autres investissements	33 111	27 770	77 578	84 151	23 291
dont capitaux publics	48 300	58 000	60 300	62 900	81 700
Avoirs de réserves	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241
Erreurs et omissions nettes	-8 265	-5 898	6 311	-4 139	6 783

**TABIEAU 1 bis : Evolution de la balance des paiements de 1997 à 2001 (optique BCEAO)**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
<b>COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	-104 132	-122 821	-155 755	-181 214	-227 272
Biens	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008
dont marchandises générales	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 469
PM Exportations FOB	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590
Importations FOB	-318 516	-329 337	-372 821	-421 539	-538 598
Importations CAF	-433 400	-448 100	-507 239	-573 523	-717 505
Services nets	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057
Transports	-117 670	-120 502	-130 129	-146 320	-176 583
Voyages	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494
Serv. fournis ou reçus par les AP	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450
Autres services	-25 483	-25 542	-21 920	-18 682	-62 418
Revenus nets	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710
Rémunération des salariés	851	692	1 867	1 147	2 248
Revenus des investissements	-31 018	-30 660	-45 002	-71 048	-123 958
Transferts courants nets	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503
Transferts courants des AP	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394
Transf. courants des autres secteurs	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES</b>	100 318	97 539	116 642	256 187	248 488
Compte de capital	65 013	73 142	69 734	74 907	101 858
Compte d'opérations financières	35 305	24 397	46 908	181 280	146 630
Investissements directs	40 723	5 241	831	55 838	76 577
Investissements de portefeuille	-4 391	3 888	8 450	4 080	7 575
Autres investissements	-1 027	15 268	37 627	121 362	62 478
dont capitaux publics	48 300	58 000	60 300	62 900	81 700
Erreurs et omissions nettes	-8 265	-5 898	6 311	-4 139	6 783
<b>Solde global</b>	-12 079	-31 180	-32 802	70 834	27 999
Avoirs et engagements extérieurs	12 079	31 180	32 802	-70 834	-27 999
Autorités monétaires	7 023	20 415	8 762	-46 888	11 989
Avoirs	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241
Engagements	28 977	511	7 957	-5 622	1 748
Banques de dépôts	5 056	10 765	24 040	-23 946	-39 988
Avoirs	1 079		5 766	-22 641	-46 363
Engagements	3 977	10 765	29 806	-1 305	6 375

# I.- LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Ce compte, qui sert à enregistrer les échanges de ressources réelles entre une économie et le reste du monde, montre une tendance à la dégradation depuis 1997. Son déficit s'est aggravé de 46.058 millions de FCFA en 2001, par rapport à 2000, en s'établissant à 227.272 millions. Par rapport au PIB, le solde courant est ressorti à -10,4% en 2001, contre -10,0% en 2000. Hors transferts officiels, ce ratio s'est situé à -12,6%, contre -12,5% une année auparavant.

Cette tendance s'explique largement par la dégradation quasi régulière du solde des revenus, dont le déficit a plus que quadruplé depuis 1998 en s'établissant à -121.710 millions de FCFA en 2001, et, dans une moindre mesure, par l'augmentation du déficit de la balance des services.

Atténuant cette évolution, les flux nets de transferts courants se sont inscrits à 99.503 millions, en hausse de 9.502 millions par rapport à leur niveau de 2000.

Le tableau 2 ci-dessous retrace l'évolution des principaux postes de la balance courante entre 1997 et 2001.

**TABEAU 2: Evolution de la balance des paiements courants**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Biens	9 188	-1 206	-21 248	-33 409	-7 008
dont marchandises générales	-108 156	-134 337	-160 423	-221 454	-359 409
Services nets	-156 917	-159 235	-161 313	-167 905	-198 057
Revenus nets	-30 167	-29 968	-43 135	-69 901	-121 710
Transferts courants nets	73 764	67 588	69 941	90 001	99 503
<b>Balance courante (BC)</b>	<b>-104 132</b>	<b>-122 821</b>	<b>-155 755</b>	<b>-181 214</b>	<b>-227 272</b>
PIB	1 422 468	1 592 482	1 669 568	1 811 179	2 190 000
BC/PIB (en %)	-7,3	-7,7	-9,3	-10,0	-10,4
BC hors dons officiels	-135 272	-150 409	-179 856	-226 872	-275 666
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-9,5	-9,4	-10,8	-12,5	-12,6

## 1.- Evolution de la balance commerciale

Au cours de l'année 2001, les flux d'échanges du Mali ont été caractérisés par une progression notable des exportations, sous l'impulsion du secteur aurifère, qui a compensé l'accroissement sensible des importations. De ce fait, le déficit commercial s'est réduit de 26.401 millions (ou 79,0%) en se chiffrant à 7.008 millions de FCFA, soit 0,3% du PIB.



**1-1- Evolution des exportations**

Sur la base des données ajustées, les exportations se sont accrues de 143.460 millions (ou 37,0%) en atteignant 531.590 millions de FCFA en 2001 (cf. tableau 3), ce qui fait du Mali la troisième économie exportatrice de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Cette performance est due à la forte hausse des exportations d'or non monétaire, les autres produits s'étant repliés de 10,5%, suite notamment à l'effondrement des produits cotonniers.

**TABEAU 3 : Evolution des exportations de biens**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Marchandises générales	210 360	195 000	209 076	198 507	177 253
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens		6			48
Achats de biens dans les aéroports	39	40	64	217	480
Or non monétaire	117 305	133 085	142 433	189 406	353 809
<b>TOTAL EXPORT (FOB)</b>	<b>327 704</b>	<b>328 131</b>	<b>351 573</b>	<b>388 130</b>	<b>531 590</b>

La production d'or a progressé de 89,8% en s'inscrivant à 53.658 kilogrammes, dont 95,6% par les compagnies minières exploitant les mines de Morila, Sadiola, Syama et Yatela. Ainsi, la valeur des exportations d'or a atteint 353.809 millions de FCFA en 2001, soit une hausse de 164.403 millions (ou 86,8%), malgré la faiblesse des cours internationaux. La montée en puissance de la mine de Morila, occupant désormais le premier rang national devant Sadiola, et l'entrée en exploitation de celle de Yatela ont permis de compenser largement la forte baisse de la production au niveau de Syama, où l'exploitation a été arrêtée vers la fin de l'année. De ce fait, le Mali se positionne au troisième rang africain des exportateurs de métal jaune, derrière l'Afrique du Sud et le Ghana.

Suite à la chute de la production de coton-graine (-47,2%) lors de la campagne 2000/2001 du fait du boycott de la culture par une partie des paysans, les exportations de fibre se sont établies à 81.237 millions de FCFA, soit 27.859 millions (ou 25,5%) de moins que l'année précédente (cf. tableau 5). En quantité, elles sont tombées de 178.230 tonnes en 2000 à 114.097 tonnes. Cette baisse du montant des exportations de coton-fibre nettement moins prononcée que celle des quantités est due au prix unitaire moyen plus élevé en 2001, à contre-courant de l'évolution des cours mondiaux, du fait de la pratique des ventes par anticipation adoptée par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) qui a le monopole de l'exportation de ce produit.

En ce qui concerne les exportations d'animaux vivants, elles se sont chiffrées à 44.935 millions de FCFA en 2001, contre 37.737 millions en 2000, soit une hausse de 19,0%. Ce regain de dynamisme est en relation avec la bonne tenue de la demande dans les principaux pays acheteurs et les actions de promotion de la filière bétail-viande.

TABLEAU 4 : Evolution des exportations par produit (principales marchandises)  
(en millions de francs CFA)

PRODUITS	1997	1998	1999	2000	2001
Coton	148 435	159 719	134 014	116 184	73 273
Pierres et métaux précieux	115 571	133 131	147 925	192 998	353 843
Animaux vivants	28 733	28 082	32 793	37 737	46 084
Autres	24 894	26 398	36 841	45 029	49 902
<b>Total statistiques douanières</b>	<b>317 633</b>	<b>347 330</b>	<b>351 573</b>	<b>391 948</b>	<b>523 102</b>
Ajustements de valeur					
Ajustements de champ	10 071	-19 199		-3 818	8 488
<b>EXPORTATIONS AJUSTEES</b>	<b>327 704</b>	<b>328 131</b>	<b>351 573</b>	<b>388 130</b>	<b>531 590</b>

TABLEAU 5 : Evolution des exportations ajustées de marchandises  
(en millions de francs CFA)

PRODUITS	1997	1998	1999	2000	2001
Coton	158 667	144 772	150 132	109 096	81 237
part en %	48,4	44,1	42,7	28,1	15,3
Or non monétaire	117 156	133 085	142 433	189 415	353 809
part en %	35,8	40,6	40,5	48,8	66,6
Animaux vivants	31 291	28 090	32 960	37 737	44 935
part en %	9,5	8,6	9,4	9,7	8,5
Autres	20 590	22 184	26 048	51 882	51 609
part en %	6,3	6,8	7,4	13,4	9,7
<b>TOTAL</b>	<b>327 704</b>	<b>328 131</b>	<b>351 573</b>	<b>388 130</b>	<b>531 590</b>

Ainsi, le ratio service de la dette publique extérieure sur exportations, ou ratio de solvabilité, s'est situé en-dessous de 10% pour la première fois en ressortant à 9,7%, soit 2,6 points de moins qu'en 2000, en dépit d'une progression de 8,6% du service de la dette à 51.800 millions de FCFA. Le tableau 6 ci-après retrace l'évolution de ce ratio de 1997 à 2001.

**TABIEAU 6 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure sur les exportations**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Exportations totales	327 704	328 131	351 573	388 130	531 590
Service de la dette publique extérieure (*)	52 200	37 100	45 400	47 700	51 800
Service de la dette/export en %	15,9	11,3	12,9	12,3	9,7

\* Service de la dette = amortissements + paiements d'intérêts

### 1-2- Evolution des importations

La valeur CAF des importations totales en 2001 est ressortie à 717.505 millions de FCFA, en hausse de 143.982 millions, soit 25,1% de plus qu'en 2000. Elles restent marquées par la prédominance des biens d'équipement (machines et véhicules, matériaux de construction) qui représentent 44,3% du total, soit 316.913 millions de FCFA. Ce montant est en augmentation de 36,7% par rapport à celui de l'année précédente, en relation avec l'intensification des travaux d'infrastructures liés à l'organisation de l'édition 2002 de la Coupe d'Afrique des Nations de football et les investissements du secteur minier.

**TABIEAU 7 : Evolution des importations totales (CAF)**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Marchandises générales	433 400	448 100	503 917	571 376	715 629
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens			3322	918	926
Achats de biens dans les aéroports				1229	950
<b>TOTAL</b>	<b>433 400</b>	<b>448 100</b>	<b>507 239</b>	<b>573 523</b>	<b>717 505</b>

Le tableau 8 ci-dessous retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 1997 et 2001 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements. Les ajustements de valeur portent sur les éventuelles différences de prix unitaires, alors que les ajustements de champ corrigent les statistiques douanières des transactions entre non-résidents (importations des représentations diplomatiques) qui y sont incluses. Ce tableau permet donc d'obtenir le tableau 9 (plus loin) des importations ajustées de marchandises.

**TABLEAU 8 : Evolution des principales importations par produits regroupés**  
(en millions de francs CFA)

PRODUITS	1997	1998	1999	2000	2001
Produits alimentaires	64 868	89 498	82 962	75 087	89 269
Produits pétroliers	73 811	69 998	71 005	120 611	138 031
Biens intermédiaires	68 925	66 373	83 562	88 891	91 009
Machines et véhicules	73 940	123 266	154 214	188 968	229 007
Matériaux de construction	34 598	37 417	49 107	48 560	94 956
Autres	102 913	92 385	66 389	51 406	82 758
<b>Total statistiques douanières</b>	<b>419 055</b>	<b>478 937</b>	<b>507 239</b>	<b>573 523</b>	<b>725 030</b>
Ajustements de valeur					
Ajustements de champ	14 345	-30 838			-9 401
<b>Imports de marchandises générales ajustées CAF</b>	<b>433 400</b>	<b>448 099</b>	<b>507 239</b>	<b>573 523</b>	<b>715 629</b>
Fret	-112 745	-116 521	-131 882	-149 116	-171 751
Assurance sur marchandises	-2 139	-2 241	-2 536	-2 868	-7 158
<b>IMPORTS FOB MARCHANDISES GENERALES</b>	<b>318 516</b>	<b>329 337</b>	<b>372 821</b>	<b>421 539</b>	<b>536 722</b>

L'évolution des importations ajustées entre 1997 et 2001 est retracée dans le tableau ci-dessous. On y relève que la facture pétrolière, qui a représenté 19,3% des importations de marchandises, s'est accrue de 17.622 millions (ou 14,6%) en 2001 par rapport à l'année précédente, en s'établissant à 138.031 millions de FCFA, du fait du dynamisme de l'activité économique et de la hausse des prix à l'importation (+ 63,1%).

Pour ce qui est des importations de produits chimiques, elles ont progressé de 30.309 millions de FCFA (ou 49,9%) par rapport à 2000 en s'inscrivant à 91.009 millions de FCFA, en liaison avec l'intensification de l'exploitation minière. Elles ont ainsi atteint 12,7% des importations de marchandises, contre 10,6% un an auparavant.

De même, les importations de produits alimentaires se sont fortement accrues (+ 55,9%) en se chiffrant à 87.859 millions de FCFA, suite au repli sensible de la production céréalière de la campagne agricole 2000/2001.

**TABLEAU 9 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales**  
(en millions de francs CFA)

PRODUITS	1997	1998	1999	2000	2001
Produits alimentaires part en %	64 600 14,9	72 800 16,2	68 900 13,6	56 345 9,8	87 859 12,3
Produits pétroliers part en %	61 065 14,1	52 006 11,6	71 025 14,0	120 409 21,0	138 031 19,3
Machines et véhicules part en %	125 180 28,9	128 328 28,6	154 054 30,4	178 423 31,1	221 956 31,0
Matériaux de construction part en %	47 080 10,9	50 749 11,3	51 931 10,2	53 489 9,3	94 956 13,3
Produits chimiques part en %	39 202 9,0	43 299 9,7	50 387 9,9	60 700 10,6	91 009 12,7
Autres part en %	96 273 22,2	100 918 22,5	110 942 21,9	104 157 18,2	81 818 11,4
<b>TOTAL MARCHANDISES GENERALES</b>	<b>433 400</b>	<b>448 100</b>	<b>507 239</b>	<b>573 523</b>	<b>715 629</b>

**1-3- Répartition géographique du commerce extérieur**

Au terme de la période sous revue, la structure du commerce extérieur du Mali a connu quelques modifications. Malheureusement, la répartition géographique des exportations n'étant pas disponible, ce paragraphe ne traitera que des importations.

**TABEAU 11 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali de 1997 à 2001**  
Importations CAF

	1997		1998		1999		2000		2001	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
<b>PROVENANCE</b>										
<b>EUROPE</b>	<b>195 456</b>	<b>46,6</b>	<b>189 732</b>	<b>39,6</b>	<b>224 312</b>	<b>44,2</b>	<b>200 954</b>	<b>35,0</b>	<b>276 128</b>	<b>38,1</b>
Union européenne	194 546	46,4	178 985	37,4	207 775	41,0	185 339	32,3	265 573	36,6
France	110 091	26,3	101 466	21,2	119 513	23,6	100 212	17,5	135 524	18,7
Autres pays européens	910	0,2	10 747	2,2	16 537	3,3	15 615	2,7	10 555	1,5
<b>AFRIQUE</b>	<b>177 421</b>	<b>42,3</b>	<b>177 385</b>	<b>37,0</b>	<b>159 190</b>	<b>31,4</b>	<b>224 769</b>	<b>39,2</b>	<b>278 494</b>	<b>38,4</b>
UEMOA	171 961	41,0	160 079	33,4	138 661	27,3	195 524	34,1	234 203	32,3
Côte d'Ivoire	120 620	28,8	126 793	26,5	112 164	22,1	142 026	24,8	165 858	22,9
Sénégal	34 574	8,3	32 228	6,7	24 020	4,7	35 972	6,3	35 459	4,9
Burkina Faso	455	0,1	183	0,0	203	0,0	1 633	0,3	4 147	0,6
Bénin	1 365	0,3	171	0,0	662	0,1	340	0,1	6 870	0,9
Togo	90	-	209	0,0	1 404	0,3	15 322	2,7	21 699	3,0
Niger	89	-	495	0,1	204	0,0	231	0,0	170	0,0
Guinée Bissau					4	0,0	0	0,0	0	0,0
Autres	5 460	1,3	17 306	3,6	20 529	4,0	29 245	5,1	44 291	6,1
<b>AMERIQUE</b>	<b>19 476</b>	<b>4,6</b>	<b>40 390</b>	<b>8,4</b>	<b>43 029</b>	<b>8,5</b>	<b>60 056</b>	<b>10,5</b>	<b>62 183</b>	<b>8,6</b>
Etats-Unis	14 016	3,3	28 080	5,9	23 365	4,6	45 737	8,0	39 200	5,4
Autres	5 460	1,3	12 310	2,6	19 664	3,9	14 319	2,5	22 982	3,2
<b>ASIE</b>	<b>26 592</b>	<b>6,3</b>	<b>68 539</b>	<b>14,3</b>	<b>70 080</b>	<b>13,8</b>	<b>78 203</b>	<b>13,6</b>	<b>91 092</b>	<b>12,6</b>
Chine	13 401	3,2	20 133	4,2	19 573	3,9	25 633	4,5	19 903	2,7
Taiwan	548	0,1	1 371	0,3	1 228	0,2	1 267	0,2	2 499	0,3
Autres	12 643	3,0	47 035	9,8	49 279	9,7	51 303	8,9	68 690	9,5
<b>AUTRES</b>	<b>110</b>	<b>0,3</b>	<b>2 891</b>	<b>0,6</b>	<b>10 628</b>	<b>2,1</b>	<b>9 541</b>	<b>1,7</b>	<b>12 134</b>	<b>2,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>419 055</b>	<b>100</b>	<b>478 937</b>	<b>100</b>	<b>507 239</b>	<b>100</b>	<b>573 523</b>	<b>100</b>	<b>725 030</b>	<b>100</b>

Source : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique

Au niveau des importations, l'Union Européenne est redevenue le premier fournisseur du Mali, avec 36,6% (+4,3 points) du total, devançant ainsi la zone UEMOA dont la part est ramenée à 32,3% (-1,8 point). En effet, bien que les importations en provenance de l'UEMOA aient augmenté au même rythme que le total (+20,0%), celles fournies par l'Union Européenne ont progressé deux fois plus vite (+43,3% par rapport à 2000).

## 2.- Evolution de la balance des services

Pour ce qui est de la structure de la balance des services (cf. tableaux 12,13,14,15 et 16), elle ne s'est pas modifiée par rapport aux années précédentes. On note une amélioration sensible de la rubrique « Voyages » et une forte augmentation du déficit de la rubrique « Autres services ». Le solde des services est ainsi ressorti à -198.057 millions de FCFA en 2001, soit une détérioration de 30.152 millions de FCFA.

### 2-1- Les transports

La rubrique « Transports », qui recouvre tous les services de transports internationaux, a enregistré une hausse de son déficit en ressortant à 176.583 millions en 2001, contre 146.320 millions en 2000, principalement du fait de l'aggravation du déficit du fret, elle-même consécutive à l'accroissement des importations. Les services de transport sont classés selon l'objet (fret, passagers, autres) et par type (maritime, aérien, terrestre ou ferroviaire, etc.), comme on peut le voir sur les tableaux 12 et 13.

**TABIEAU 12 : Evolution des transports**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Passagers	-14 225	-15 347	-11 459	-13 716	-18 971
Fret	-108 895	-112 330	-127 085	-136 960	-158 163
Autres services de transport	5 450	7 175	8 415	4 356	551
<b>TOTAL TRANSPORTS</b>	<b>-117 670</b>	<b>-120 502</b>	<b>-130 129</b>	<b>-146 320</b>	<b>-176 583</b>

**TABIEAU 13 : Evolution du fret**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Fret</b>	<b>-108 895</b>	<b>-112 330</b>	<b>-127 085</b>	<b>-136 960</b>	<b>-158 163</b>
- Fret maritime	-41 430	-41 911	-47 459	-54 629	-86 736
- Fret aérien	-1 174	-1 485	-3 598	-4 398	-12 864
- Autres frets	-66 291	-68 934	-76 028	-77 933	-58 563
P.M) fret sur importations (débit = A	-112 745	-116 521	-131 882	-149 116	-171 750
A / Importations - CAF en %	-25,6	26,5	26,0	-26,0	24,0

L'aggravation du déficit des transports de passagers est en relation avec les difficultés de la compagnie aérienne Air Afrique (dont le Mali est actionnaire) qui a abandonné des parts de marché aux compagnies étrangères.

La sous-rubrique « Autres services de transport », qui comprend les services accessoires de distribution fournis au cours de l'expédition (emmagasiner, entreposage, conditionnement, droits portuaires et aéroportuaires, entretien et nettoyage du matériel de transport, etc.), a enregistré un repli de son solde excédentaire qui s'est inscrit à 551 millions de FCFA, contre 4.356 millions un an auparavant. Cette évolution est également en relation avec les difficultés de la compagnie Air Afrique qui assurait l'essentiel des services au sol pour les transporteurs aériens.

## 2-2- Les voyages

La rubrique des voyages recouvre tous les biens et services qui sont acquis (consommés immédiatement ou plus tard) par les voyageurs pour leur usage personnel, et non à des fins commerciales, pendant leur séjour dans une économie. L'année 2001 s'est caractérisée par une forte amélioration du solde de cette rubrique, dont le solde, après s'être inversé l'année précédente en devenant positif, est ressorti excédentaire de 38.494 millions de FCFA.

Cette remarquable performance fait suite aux importants investissements entrepris dans ce secteur. Selon les données des services officiels, 113 nouveaux établissements ont été mis en construction depuis 1994, dont 46 à l'intérieur du pays. A Bamako, le montant des investissements hôteliers engagés s'est accru, en moyenne, de 192,2% par an à partir de 1997 pour atteindre 51.284 millions en 2001. La destination "Mali" a bénéficié d'un regain d'intérêt sur la scène internationale, avec la tenue de nombreuses rencontres internationales dans le pays. Le retour de la sécurité dans les régions Nord du pays a favorisé cette évolution.

Le tableau 14 retrace l'évolution de la rubrique des voyages entre 1997 et 2001.

TABLEAU 14 : Evolution des voyages  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Voyages	-8 490	-8 174	-6 047	55	38 494
- à titre professionnel	-10 661	-10 134	-10 896	-5 300	13 051
- à titre personnel	2 171	1 960	4 849	5 355	25 443

## 2-3- Les services fournis ou reçus par les administrations

Cette rubrique enregistre les transactions non reprises ailleurs du Gouvernement central, des représentations diplomatiques et des institutions internationales. Comme le montre le tableau 15 ci-dessous, son solde s'est nettement amélioré en ressortant excédentaire de 2.450 millions de FCFA en 2001, contre un déficit de 2.958 millions en 2001. Cet accroissement, qui s'inscrit dans la tendance observée depuis 1997, est surtout imputable au renforcement de la présence diplomatique étrangère au Mali au cours des dernières années.



**TABIEAU 15 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Services fournis ou reçus par les A.P.	-5 274	-5 017	-3 217	-2 958	2 450

#### **2-4- Les autres services**

L'évolution de cette rubrique entre 1997 et 2001, retracée dans le tableau 16 plus bas, montre une détérioration notable de son solde qui ressort à -62.418 millions de FCFA en 2001, contre -18.682 millions en 2000.

Les sous-rubriques « Autres services aux entreprises » et « Services des bâtiments et travaux publics » sont, en grande partie, à l'origine de cette détérioration, pour des montants respectifs de -38.585 millions et -2.046 millions de FCFA. La dégradation du solde des services de BTP est en liaison avec l'exécution des travaux d'infrastructures effectués pour l'organisation de l'édition 2002 de la Coupe d'Afrique des Nations de football. La dégradation du solde des autres services aux entreprises s'explique par l'augmentation des frais d'affinage de l'or exporté, suite à la très forte hausse de la production des compagnies minières.

**TABIEAU 16 : Evolution des autres services**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Services de BTP	1 163	1 143	-856	297	-1 749
Services d'assurance	-3 154	-3 218	-3 027	-3 974	-7 330
dont assurance sur marchandises	-2 109	-2 126	-2 486	-2 768	-6 006
Autres services aux entreprises	-23 492	-23 467	-18 037	-15 005	-53 339
<b>TOTAL AUTRES SERVICES</b>	<b>-25 483</b>	<b>-25 542</b>	<b>-21 920</b>	<b>-18 682</b>	<b>-62 418</b>

### **3.- Evolution de la balance des revenus**

L'évolution des flux de rémunérations des facteurs de production (travail et capital), retracée dans le tableau 17 ci-dessous, fait apparaître une détérioration notable de leur solde global qui est passé de -69.901 millions de FCFA en 2000 à -121.710 millions en 2001. L'aggravation du déficit de ce poste est essentiellement le fait des revenus des investissements directs, dont le solde s'est dégradé de 48.893 millions de FCFA, et des investissements de portefeuille dont le déficit s'est creusé de 12.714 millions par rapport à l'année précédente. Les retours sur investissements dans le secteur minier ont pris une grande part dans cette évolution.

En revanche, le solde des revenus des autres investissements s'est sensiblement amélioré en passant de -16.677 millions en 2000 à -7.980 millions de FCFA, suite au repli des montants de paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure, et sur celle due par les autres secteurs.

Les flux de rémunération des salariés se sont soldés par un excédent de 2.248 millions de FCFA en 2001, contre 1.147 millions en 2000, en partie du fait des flux créditeurs qui se sont établis à 4.466 millions, après 2.840 millions un an auparavant.

Tableau 17 : Evolution des revenus  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Rémunération des salariés	851	692	1 867	1 147	2 248
Revenus des investissements	-31 018	-30 660	-45 002	-71 048	-123 958
Revenus des investissements directs	-11 048	-21 088	-30 583	-53 549	-102 442
Revenus des investissements de portefeuille	-1 318	2 021	-1 471	-822	-13 536
Revenus des autres investissements	-18 652	-7 551	-12 948	-16 677	-7 980
dont intérêts sur dette extérieure	-13 200	-11 200	-14 000	-15 600	-14 100
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>-30 167</b>	<b>-29 968</b>	<b>-43 135</b>	<b>-69 901</b>	<b>-121 710</b>

#### 4.- Evolution de la balance des transferts courants

L'excédent des transferts courants s'est accru de 10,6% par rapport à 2000 en s'établissant à 99.503 millions de FCFA en 2001. Cet accroissement est dû, d'une part, aux transferts des administrations publiques, bien que les aides budgétaires se soient contractées et, d'autre part, aux transferts des autres secteurs (voir tableau 18).

TABLEAU 18 : Evolution des transferts courants  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Transferts courants nets des adm. publiques	31 140	27 588	24 101	45 658	48 394
dont aides budgétaires	20 800	19 600	14 600	32 200	27 500
Transferts courants nets "Autres secteurs"	42 624	40 000	45 840	44 343	51 109
dont économies Maliens de l'étranger (crédit)	52 198	48 360	50 510	49 251	60 164
<b>TOTAL TRANSFERTS COURANTS</b>	<b>73 764</b>	<b>67 588</b>	<b>69 941</b>	<b>90 001</b>	<b>99 503</b>

##### 4-1- Les transferts courants des administrations publiques

Comme indiqué plus haut, l'excédent des transferts courants des administrations publiques s'est inscrit en hausse de 2.736 millions de FCFA (ou 6,0%), en dépit de la baisse des aides budgétaires de 4.700 millions à 27.500 millions en 2001, grâce notamment aux dons en nature du

Japon qui se sont inscrits à 8.176 millions de FCFA en 2001, contre 4.554 millions une année plus tôt.

#### **4-2- Les transferts courants des autres secteurs**

L'excédent des transferts des autres secteurs de l'économie a augmenté de 15,2% en s'établissant à 51.109 millions en 2001, avec un montant des envois des Maliens de l'extérieur en hausse de 22,1% en s'affichant à 60.164 millions de FCFA. Cet accroissement fait suite à la bonne situation économique dans les économies d'accueil (Europe, Etats-Unis) en 1999 et 2000. Ainsi, les fonds reçus par une banque de la place uniquement en provenance de France et d'Espagne se sont chiffrés à 19.231 millions de FCFA en 2001, contre 14.558 millions l'année précédente. Le développement des possibilités de transferts a favorisé cette évolution.

## II.- LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Ce compte retrace les flux de capitaux et les flux financiers réalisés au cours d'une période. Il est ressorti excédentaire de 220.489 millions de FCFA en 2001, soit 35.136 millions (ou 19,0%) de plus qu'en 2000.

### 1.- Le compte de capital

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (licences, brevets, etc). L'essentiel des transactions de ce compte a concerné les transferts de capital, celles portant sur les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits étant restées marginales.

En 2001, l'excédent des transferts de capital s'est accru de 36,0% en s'établissant à 101.923 millions de FCFA. Cet accroissement provient principalement des transferts de capital des administrations publiques, composés des remises de dette et des dons-projets. En effet, les ressources de l'Initiative PPTE sont passées de 2.600 millions de FCFA à 23.100 millions entre 2000 et 2001, alors que le montant des dons-projets s'est accru de 5,5% en s'inscrivant à 72.800 millions de FCFA.

Pour leur part, les transferts de capital des autres secteurs se sont chiffrés à 6.023 millions de FCFA en 2001, contre 3.338 millions en 2000.

Le tableau 19 retrace l'évolution des flux nets de transferts de capital et des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits de 1997 à 2001.

**TABEAU 19 : Evolution du compte de capital**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Transferts de capital	65 607	73 142	69 790	74 938	101 923
Transferts de capital des administrations publiques	63 400	70 280	68 800	71 600	95 900
- remises de dettes (PPTE)				2 600	23 100
- autres transferts de capital (dons-projets)	63 400	70 280	68 800	69 000	72 800
Transferts de capital "Autres secteurs"	2 207	2 862	990	3 338	6 023
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-594	0	-56	-31	-65
<b>SOLDE COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>65 013</b>	<b>73 142</b>	<b>69 734</b>	<b>74 907</b>	<b>101 858</b>

## 2.- Le compte d'opérations financières

En 2001, on note une augmentation des investissements directs nets, d'une part, un repli significatif des autres investissements et des avoirs de réserve, d'autre part. Le tableau 20 retrace l'évolution des différents postes de ce compte

**TABEAU 20 : Evolution du compte d'opérations financières**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Investissements directs	40 723	5 241	831	55 838	76 577
Investissements de portefeuille	-4 496	2 662	496	11 723	8 522
Autres investissements	33 111	27 770	77 578	84 151	23 291
dont capitaux publics	48 300	58 000	60 300	62 900	81 700
Avoirs de réserve	-21 954	19 904	805	-41 266	10 241
<b>SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>47 384</b>	<b>55 577</b>	<b>79 710</b>	<b>110 446</b>	<b>118 631</b>

### 2-1- Les investissements directs

Comme indiqué ci-dessus, les flux nets d'investissements directs ont augmenté de 20.739 millions (ou 37,1%) en s'inscrivant à 76.577 millions de francs CFA. Cette évolution s'explique par le montant élevé des bénéfices réinvestis, ainsi que par un niveau relativement élevé des engagements vis-à-vis des investisseurs directs (pour 67.947 millions de FCFA). Le secteur minier concentre une grande part de ces investissements.

### 2-2- Les investissements de portefeuille

Au terme de l'année 2001, les flux nets des investissements de portefeuille, c'est-à-dire les engagements portant sur le capital social pour des parts individuelles représentant moins de 10% de celui-ci, se sont inscrits à 8.522 millions de francs CFA, en baisse de 3.201 millions rapport à leur niveau de 2000. Cette évolution s'explique essentiellement par le recul notable des avoirs en instruments du marché monétaire du système bancaire.

### 2-3- Les autres investissements

L'excédent du solde des autres investissements s'est sensiblement contracté en 2001 en se situant à 23.291 millions de FCFA, contre 84.151 millions un an plus tôt. La baisse du solde de ce poste s'explique par le dégonflement des engagements nets des autres secteurs vis-à-vis du reste du monde. S'agissant des capitaux publics, les tirages nets du Gouvernement se sont inscrits à 81.700 millions de FCFA, en hausse de 29,9% par rapport à 2000.

## 2-4- Les avoirs de réserve

Les avoirs de réserve constituent la catégorie d'avoirs qui permettent aux autorités monétaires de financer directement les déséquilibres des paiements extérieurs et d'influer sur l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché de changes. De ce fait, ils constituent un élément déterminant de la position extérieure.

Contrairement à l'année précédente où ces avoirs avaient fortement augmenté (de 41.266 millions), ils se sont contractés de 10.241 millions de FCFA en 2001.

## B. ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE

### I.- BANQUES DE DEPOTS

En 2001, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts ont fortement augmenté en se situant à 82.685 millions de FCFA, soit 39.988 millions de plus que l'année précédente. Cette évolution résulte essentiellement de l'accroissement sensible des avoirs extérieurs qui sont ressortis à 145.159 millions, contre 98.796 millions en 2000.

Les engagements extérieurs, en l'occurrence ceux à court terme, ont enregistré une moindre progression à 62.474 millions de FCFA, c'est-à-dire 6.375 millions de plus qu'un an auparavant. En revanche, les engagements à long terme des établissements bancaires se sont faiblement repliés (-7,7%) à 10.062 millions à fin 2001. Le tableau 21 ci-dessous retrace ces évolutions.

**TABIEAU 21 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Avoirs</b>	<b>70 434</b>	<b>70 389</b>	<b>76 155</b>	<b>98 796</b>	<b>145 159</b>
dont banques et correspondants	44 245	43 038	44 873	67 893	105 608
<b>Engagements</b>	<b>16 878</b>	<b>27 598</b>	<b>57 404</b>	<b>56 099</b>	<b>62 474</b>
Court terme	5 929	19 528	50 258	45 205	52 412
dont banques et correspondants	3 828	5 473	29 168	21 020	25 689
Moyen et long terme	10 949	8 070	7 146	10 894	10 062
<b>POSITION MONETAIRE EXT.</b>	<b>53 556</b>	<b>42 791</b>	<b>18 751</b>	<b>42 697</b>	<b>82 685</b>

### II.- BANQUE CENTRALE

Contrairement aux banques de dépôts, les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission ont baissé de 9.827 millions de FCFA. Cette baisse de 7,0% résulte de celle des avoirs en devises qui sont passés de 261.473 millions en 2000 à 250.973 millions en 2001, soit -10.500 millions.

Les engagements extérieurs de la Banque centrale sont restés relativement stables, avec la légère baisse des recours aux crédits et prêts du Fonds qui sont passés de 128.332 millions en 2000 à 127.237 millions en 2001. Les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères ont

augmenté de 688 millions en ressortant à 1.928 millions en 2001. Ces évolutions sont retracées dans le tableau 22 ci-dessous.

**TABLEAU 22 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
<b>AVOIRS</b>	<b>240 329</b>	<b>228 563</b>	<b>227 780</b>	<b>269 914</b>	<b>259 517</b>
Position de réserve	6 966	7 120	7 346	8 365	8 265
DTS détenus	38	49	349	76	279
Avoirs en devises	241 325	221 394	220 085	261 473	250 973
Autres créances					
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>105 843</b>	<b>108 391</b>	<b>119 928</b>	<b>129 786</b>	<b>129 216</b>
Recours aux crédits du Fonds	103 536	107 363	117 879	128 332	127 237
Banques et institutions étrangères	1 627	1 195	1 712	1 240	1 928
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	680	-167	337	214	51
<b>AVOIRS NETS</b>	<b>142 486</b>	<b>120 172</b>	<b>107 852</b>	<b>140 128</b>	<b>130 301</b>

Par ailleurs, le tableau 23 donne la valeur de la contrepartie des réévaluations à prendre en compte pour la période sous revue. Le montant négatif (2.162 millions de FCFA) reflète la dépréciation de l'unité de compte « droits de tirages spéciaux (DTS) » par rapport à l'euro au cours de l'année 2001.

Au total, le solde global de la balance des paiements, correspondant à la création monétaire induite par les transactions économiques et financières avec le reste du monde, est ressorti excédentaire de 27.999 millions de francs CFA, contre 70.834 millions en 2000.

**TABLEAU 23 : Evolution des avoirs extérieurs nets**  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
Variation AEN banques de dépôts	-5 056	-10 765	-24 040	23 946	39 988
Variation AEN Banque centrale	1 281	-22 314	12 320	32 276	-9 827
Contrepartie des réévaluations	-5 742	1 899	3 558	14 612	-2 162
<b>SOLDE GLOBAL (1+2+3)</b>	<b>-12 079</b>	<b>-31 180</b>	<b>-32 802</b>	<b>70 834</b>	<b>27 999</b>

### III.- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La position extérieure globale (PEG) d'une économie est le bilan ou l'état du stock d'avoirs et engagements financiers de l'ensemble de ses résidents vis-à-vis du reste du monde. Ses éléments constitutifs sont :

- les droits et créances sur les non-résidents,
- les engagements à l'égard des non-résidents,
- l'or monétaire
- et les DTS.

En 2001, la PEG du Mali est ressortie débitrice de 1.749.619 millions de francs CFA (ou 79,9% du produit intérieur brut), soit une détérioration de 13.578 millions par rapport à l'année précédente. L'encours de la dette publique extérieure est la principale composante des engagements extérieurs. Selon les données officielles, il s'est établi à fin décembre à 1.785.600 millions de francs CFA, hors allègements et y compris les engagements vis à vis du FMI, soit 81,5% des engagements totaux qui se sont élevés à 2.249.139 millions de francs CFA. Rapporté au PIB, l'encours de la dette publique extérieure s'est chiffré à 81,5%, alors que les engagements extérieurs totaux se sont établis à 127,0% du PIB en fin d'année, contre 89,3% et 119,1% à fin 2000.

Les avoirs financiers du Mali, qui sont chiffrés à 499.520 millions de FCFA, sont constitués pour plus de la moitié (52,0%) des avoirs de réserve qui s'établissent à 259.517 millions.

Le tableau 24 retrace l'évolution des grandes rubriques de la PEG à partir de 1997.

TABLEAU 24 : Evolution de la position extérieure globale  
(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	1997	1998	1999	2000	2001
<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS</b>	<b>-276 472</b>	<b>-174 259</b>	<b>-148 495</b>	<b>-92 062</b>	<b>-144 814</b>
Avoirs	4 106	29	440	448	11 811
Engagements	272 366	174 230	148 935	93 310	156 625
Capital social et bénéfice réinvestis	21 923	58 676	51 266	55 809	60 940
Autres capitaux	250 443	115 554	97 669	37 501	95 685
<b>INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS</b>	<b>-136</b>	<b>-1 589</b>	<b>5 420</b>	<b>16 697</b>	<b>13 647</b>
Avoirs	2 707	4 234	32 212	20 046	26 079
Engagements	2 863	5 823	26 792	3 349	12 432
<b>AUTRES INVESTISSEMENTS NETS</b>	<b>-1 587 943</b>	<b>-1 619 553</b>	<b>-1 768 990</b>	<b>-1 929 951</b>	<b>-1 877 969</b>
Avoirs	111 079	120 814	179 066	130 409	202 113
Engagements	1 699 022	1 740 367	1 948 056	2 060 360	2 080 082
dont prêts Administrations Publiques	1 538 464	1 576 937	1 638 403	1 617 900	1 666 100
<b>AVOIRS DE RESERVE</b>	<b>248 329</b>	<b>228 563</b>	<b>227 780</b>	<b>270 075</b>	<b>259 517</b>
<b>POSITION EXTERIEURE GLOBALE</b>	<b>-1 616 242</b>	<b>-1 566 838</b>	<b>-1 684 285</b>	<b>-1 736 041</b>	<b>-1 749 619</b>



Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	779 437	1 006 709	-227 272
0				
4 1 00	Biens	531 590	538 598	-7 008
4 1 10	Marchandises générales	177 253	536 722	-359 469
4 1 50	Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	Réparations de biens	48	926	-878
4 1 70	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	480	950	-470
4 1 71	Dans les ports maritimes			
4 1 72	Dans les aéroports	480	950	-470
4 1 73	Dans d'autres ports			
4 1 80	Or non monétaire	353 809		353 809
4 1 81	Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	Détenu à d'autres fins	353 809		353 809
0				
4 2 00	Services	110 820	308 877	-198 057
4 2 05	Transports	17 439	194 022	-176 583
4 2 06	Transports maritimes		86 736	-86 736
4 2 07	Passagers			
4 2 08	Fret		86 736	-86 736
4 2 09	Autres			
4 2 10	Transports aériens	3 181	35 153	-31 972
4 2 11	Passagers	1 299	20 925	-19 626
4 2 12	Fret	17	12 881	-12 864
4 2 13	Autres	1 865	1 347	518
4 2 14	Autres transports	14 258	72 133	-57 875
4 2 15	Passagers	655		655
4 2 16	Fret	13 570	72 133	-58 563
4 2 17	Autres	33		33
4 2 36	Voyages	64 648	26 154	38 494
4 2 37	Voyages à titre professionnel	25 818	12 767	13 051
4 2 38	Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	Autres	25 818	12 767	13 051
4 2 40	Voyages à titre personnel	38 830	13 387	25 443
4 2 41	Pour raisons de santé		687	-687
4 2 42	A but éducatif	16	1 511	-1 495
4 2 43	A d'autres fins	38 814	11 189	27 625
4 2 45	Services de communication	4 989	4 204	785
4 2 49	Services de bâtiment et travaux publics	5 817	7 566	-1 749
4 2 53	Services d'assurances	1 854	9 184	-7 330
4 2 54	Compagnies d'assurance vie et caisses de pen			
4 2 55	Assurance du fret	1 150	7 156	-6 006
4 2 56	Autres assurances directes	275	1 054	-779
4 2 57	Réassurance	114	936	-822
4 2 58	Services auxiliaires	315	38	277
4 2 60	Services financiers	1 115	1 405	-290
4 2 62	Services d'informatique et d'information		558	-558
4 2 66	Redevances et droits de licence	57	837	-780

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	2	68	Autres services aux entreprises	6 895	59 294	-52 399
4	2	69	Négoce international et autres services liés au			
4	2	70	Négoce international			
4	2	71	Autres			
4	2	72	Location-exploitation	17	174	-157
4	2	73	Divers services aux entreprises, spécialisés et t	6 878	59 120	-52 242
4	2	74	Services juridiques, de comptab., conseil en ge			
4	2	75	Services juridiques			
4	2	76	Comptabilité, vérif. des cptes, tenue des livre			
4	2	77	Conseil en gestion des entreprises et relations			
4	2	78	Publicité, études de marché et sondages d'opin	2	95	-93
4	2	79	Recherche et développement			
4	2	80	Architecture, ingénierie et autres services techn	5		5
4	2	81	Services agricoles, miniers et traitement sur pla			
4	2	82	Traitement des déchets et dépollution			
4	2	83	Autres			
4	2	84	Autres services		51 225	-51 225
4	2	85	Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4	2	87	Services personnels, culturels et relatifs aux lois	45	142	-97
4	2	89	Autres	21		21
4	2	91	Services fournis ou reçus par les administrations	7 961	5 511	2 450
4	2	92	Ambassades et consulats	7 905	5 367	2 538
4	2	93	Unités et organismes militaires			
4	2	94	Autres	56	144	-88
0						
4	3	00	Revenus	19 193	140 903	-121 710
4	3	10	Rémunération des salariés	4 466	2 218	2 248
4	3	20	Revenus des investissements	14 727	138 685	-123 958
4	3	30	Investissements directs	3 545	105 987	-102 442
4	3	31	Revenus des titres de participation	3 531	105 262	-101 731
4	3	32	Dividendes et bénéfices distribués	1	17 543	-17 542
4	3	33	Bénéfices réinvestis	3 530	87 719	-84 189
4	3	34	Revenus des titres de créance	14	725	-711
4	3	39	Investissements de portefeuille	4 071	17 607	-13 536
4	3	40	Revenu des titres de participation	4	876	-872
4	3	41	Autorités monétaires			
4	3	42	Administrations publiques			
4	3	43	Banques		431	-431
4	3	44	Autres secteurs	4	445	-441
4	3	49	Revenus des titres de créance	4 067	16 731	-12 664
4	3	50	Obligations et autres titres d'emprunt	1 417	16 462	-15 045
4	3	51	Autorités monétaires			
4	3	52	Administrations publiques			
4	3	53	Banques	757	204	553
4	3	54	Autres secteurs	660	16 258	-15 598
4	3	60	Instruments du marché monétaire et dérivé	2 650	259	2 381
4	3	61	Autorités monétaires			
4	3	62	Administrations publiques			
4	3	63	Banques	2 650	269	2 381

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	3	64	Autres secteurs			
4	3	70	Autres investissements	7 111	15 091	-7 980
4	3	71	Autorités monétaires	2 329	700	1 629
4	3	72	Administrations publiques		14 100	-14 100
4	3	73	Banques	2 367	189	2 178
4	3	74	Autres secteurs	2 415	102	2 313
0						
4	3	79	Transferts courants	117 834	18 331	99 503
4	3	80	Administrations publiques	50 437	2 043	48 394
4	3	90	Autres secteurs	67 397	16 288	51 109
4	3	91	Envois de fonds des travailleurs	60 184	14 853	45 311
4	3	92	Autres transferts	7 233	1 435	5 798
0						
4	9	96	Compte de capital et d'opérations financières	487 546	267 057	220 489
0						
4	9	94	Compte de capital	101 923	65	101 858
4	4	00	Transferts de capital	101 923		101 923
4	4	01	Administrations publiques	95 900		95 900
4	4	02	Remises de dettes	23 100		23 100
4	4	10	Autres	72 800		72 800
4	4	30	Autres secteurs	6 023		6 023
4	4	31	Transferts des migrants			
4	4	32	Remises de dettes			
4	4	40	Autres transferts	6 023		6 023
4	4	80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n		65	-65
0						
4	9	95	Compte d'opérations financières	385 623	266 992	118 631
0						
4	5	00	Investissements directs	111 287	34 710	76 577
4	5	05	De l'économie à l'étranger	217	12 874	-12 657
4	5	06	Capital social et bénéfices réinvestis		21	-21
4	5	10	Capital social		-541	541
4	5	25	Bénéfices réinvestis		562	-562
4	5	30	Autres transactions	217	12 853	-12 636
4	5	35	Créances sur les entreprises apparentées	1	12 468	-12 467
4	5	40	Engagements envers les entreprises appare	216	385	-169
4	5	55	De l'étranger dans l'économie	111 070	21 836	89 234
4	5	56	Capital social et bénéfices réinvestis	25 921	491	25 430
4	5	60	Capital social	-61 798	-2 477	-59 321
4	5	75	Bénéfices réinvestis	87 719	2 968	84 751
4	5	80	Autres transactions	85 149	21 345	63 804
4	5	85	Créances sur les investisseurs directs		4 143	-4 143
4	5	90	Engagements envers les investisseurs direct	85 149	17 202	67 947
0						
4	6	00	Investissements de portefeuille	12 104	3 582	8 522
0						
4	6	02	Avoirs	1 903	2 486	-583
4	6	10	Titres de participation		50	-50
4	6	11	Autorités monétaires			

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code		Intitulés	Credit	Débit	Net
4 6 12		Administrations publiques			
4 6 13		Banques			
4 6 14		Autres secteurs		50	-50
4 6 19		Titres de créances	1 903	2 436	-533
4 6 20		Obligations et autres titres d'emprunt	1 103	2 016	-913
4 6 21		Autorités monétaires			
4 6 22		Administrations publiques			
4 6 23		Banques	1 103	806	297
4 6 24		Autres secteurs		1 210	-1 210
4 6 30		Instruments du marché monétaire	800	400	400
4 6 31		Autorités monétaires			
4 6 32		Administrations publiques			
4 6 33		Banques	800	400	400
4 6 34		Autres secteurs			
4 6 40		Dérivés financiers		20	-20
4 6 41		Autorités monétaires			
4 6 42		Administrations publiques			
4 6 43		Banques			
4 6 44		Autres secteurs		20	20
0					
4 6 52		Engagements	10 201	1 096	9 105
4 6 60		Titres de participation	10 171	246	9 925
4 6 63		Banques	250		250
4 6 64		Autres secteurs	9 921	246	9 675
4 6 69		Titres d'engagement	30	850	-820
4 6 70		Obligations et autres titres d'emprunt	30	850	-820
4 6 71		Autorités monétaires			
4 6 72		Administrations publiques			
4 6 73		Banques			
4 6 74		Autres secteurs	30	850	-820
4 6 80		Instruments du marché monétaire			
4 6 81		Autorités monétaires			
4 6 82		Administrations publiques			
4 6 83		Banques			
4 6 84		Autres secteurs			
4 6 90		Dérivés financiers			
4 6 91		Autorités monétaires			
4 6 92		Administrations publiques			
4 6 93		Banques			
4 6 94		Autres secteurs			
0					
4 7 00		Autres investissements	250 527	227 236	23 291
0					
4 7 03		Avoirs	25 647	89 940	-64 293
4 7 06		Crédits commerciaux	2 888	6 530	-3 642
4 7 07		Administrations publiques			
4 7 08		Long terme			
4 7 09		Court terme			
4 7 10		Autres secteurs	2 888	6 530	-3 642

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	7	11	Long terme			
4	7	12	Court terme			
4	7	14	Prêts	5 442	45 307	-39 865
4	7	15	Autorités monétaires			
4	7	17	Long terme			
4	7	18	Court terme			
4	7	19	Administrations publiques			
4	7	20	Long terme			
4	7	21	Court terme			
4	7	22	Banques	5 442	45 307	-39 865
4	7	23	Long terme	613		613
4	7	24	Court terme	4 829	45 307	-40 478
4	7	25	Autres secteurs			
4	7	26	Long terme			
4	7	27	Court terme			
4	7	30	Monnaie fiduciaire et dépôts	15 568	37 332	-21 764
4	7	31	Autorités monétaires			
4	7	32	Administrations publiques			
4	7	33	Banques	2 974	10 857	-7 883
4	7	34	Autres secteurs	12 594	26 475	-13 881
4	7	36	Autres avoirs	1 749	771	978
4	7	37	Autorités monétaires			
4	7	38	Long terme			
4	7	39	Court terme			
4	7	40	Administrations publiques			
4	7	41	Long terme			
4	7	42	Court terme			
4	7	43	Banques	765	77	688
4	7	44	Long terme			
4	7	45	Court terme	765	77	688
4	7	46	Autres secteurs	984	694	290
4	7	47	Long terme			
4	7	48	Court terme			
0						
4	7	53	Engagements	224 880	137 296	87 584
4	7	56	Crédits commerciaux	60 915	8 964	51 951
4	7	57	Administrations publiques			
4	7	58	Long terme			
4	7	59	Court terme			
4	7	60	Autres secteurs	60 915	8 964	51 951
4	7	61	Long terme			
4	7	62	Court terme			
4	7	64	Prêts	139 949	115 794	24 155
4	7	65	Autorités monétaires	2 318	1 095	1 223
4	7	66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	2 318	1 095	1 223
4	7	67	Autres prêts à long terme			
4	7	68	Prêts à court terme			
4	7	69	Administrations publiques	119 400	37 700	81 700
4	7	70	Long terme	119 400	37 700	81 700

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Débit	Net
4 7 71	Court terme			
4 7 72	Banques	6 435	8 500	-2 065
4 7 73	Long terme		4 239	-4 239
4 7 74	Court terme	6 435	4 261	2 174
4 7 75	Autres secteurs	11 796	68 499	-56 703
4 7 76	Long terme			
4 7 77	Court terme			
4 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	10 169	1 294	8 875
4 7 81	Autorités monétaires	787	102	685
4 7 83	Banques	9 382	1 192	8 190
4 7 86	Autres engagements	13 847	11 244	2 603
4 7 87	Autorités monétaires		160	-160
4 7 88	Long terme			
4 7 89	Court terme			
4 7 90	Administrations publiques			
4 7 91	Long terme			
4 7 92	Court terme			
4 7 93	Banques			
4 7 94	Long terme			
4 7 95	Court terme			
4 7 96	Autres secteurs	13 847	11 084	2 763
4 7 97	Long terme			
4 7 98	Court terme			
0				
4 8 00	Avoirs de réserve	11 705	1 464	10 241
4 8 10	Or monétaire			
4 8 20	DTS		208	-208
4 8 30	Position de réserve au FMI	100	151	-51
4 8 40	Avoirs en devises	11 605	1 106	10 500
4 8 45	Monnaie fiduciaire et dépôts	11 605	1 105	10 500
4 8 50	Après des autorités monétaires			
4 8 55	Après des banques			
4 8 60	Titres			
4 8 65	Titres de participation			
4 8 70	Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	Instruments du marché monétaire et dérivés			
4 8 80	Autres créances			
0				
4 9 98	Erreurs et omissions notées	6 783		6 783

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Débit	Net
4 9 83	Compte des transactions courantes	779 437	1 006 709	-227 272
0				
4 1 00	Biens	531 590	538 598	-7 008
4 1 10	Marchandises générales	177 253	536 722	-359 469
4 1 20	Autres biens	354 337	1 876	352 461
0				
4 2 00	Services	110 820	308 877	-198 057
4 2 05	Transports	17 439	194 022	-176 583
4 2 03	- dont fret	13 587	171 750	-158 163
4 2 36	Voyages	64 648	20 154	38 494
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations	7 961	5 511	2 450
4 2 98	Autres services	20 772	83 190	-62 418
0				
4 3 00	Revenus	19 193	140 903	-121 710
4 3 20	Revenus des investissements	14 727	138 685	-123 958
4 3 05	- dont intérêts sur dette publique		14 100	-14 100
0				
4 3 79	Transferts courants	117 834	18 331	99 503
4 3 80	Administrations publiques	50 437	2 043	48 394
4 3 90	Autres secteurs	67 397	16 288	51 109
0				
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	487 546	267 057	220 489
0				
4 4 00	Transferts de capital	101 923		101 923
4 4 02	Remises de dettes	23 100		23 100
4 4 10	Autres	72 800		72 800
4 4 30	Autres secteurs	6 023		6 023
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n		65	-65
0				
4 5 00	Investissements directs	111 287	34 710	76 577
4 5 05	De l'économie à l'étranger	217	12 874	-12 657
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	111 070	21 836	89 234
0				
4 6 00	Investissements de portefeuille	12 104	3 582	8 522
4 6 02	Avoirs	1 903	2 486	-583
4 6 52	Engagements	10 201	1 096	9 105
0				
4 7 00	Autres investissements	250 527	227 236	23 291
4 7 03	Avoirs	25 647	89 940	-64 293
4 7 53	Engagements	224 880	137 296	87 584
0				
4 8 00	Avoirs de réserve	11 705	1 464	10 241
0				
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	6 783		6 783

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	779 437	1 006 709	-227 272
0				
4 1 00	Biens	531 590	538 598	-7 008
4 1 10	Marchandises générales	177 253	536 722	-359 469
4 1 20	Autres biens	354 337	1 876	-352 464
0				
4 2 00	Services	110 820	308 877	-198 057
4 2 05	Transports	17 439	194 022	-176 583
4 2 03	- dont fret	13 587	171 750	-158 163
4 2 36	Voyages	64 648	26 154	38 494
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations	7 961	5 511	2 450
4 2 98	Autres services	20 772	83 190	-62 418
0				
4 3 00	Revenus	19 193	140 903	-121 710
4 3 10	Rémunération des salariés	4 466	2 218	2 248
4 3 20	Revenus des investissements	14 727	138 685	-123 958
4 3 05	- dont intérêts sur dette publique		14 100	-14 100
0				
4 3 79	Transferts courants	117 834	18 331	99 503
4 3 80	Administrations publiques	50 437	2 043	48 394
4 3 90	Autres secteurs	67 397	16 288	51 109
0				
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières	445 585	197 097	248 488
4 4 00	Transferts de capital	101 923		101 923
4 4 01	Administrations publiques	95 900		95 900
4 4 02	Remises de dettes	23 100		23 100
4 4 10	Autres	72 800		72 800
4 4 30	Autres secteurs	6 023		6 023
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n		65	-65
0				
4 5 00	Investissements directs	111 287	34 710	76 577
4 5 05	De l'économie à l'étranger	217	12 874	-12 657
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	111 070	21 836	89 234
0				
4 5 99	Investissements de portefeuille	9 951	2 376	7 575
4 6 01	De l'économie à l'étranger		1 280	-1 280
4 6 51	De l'étranger dans l'économie	9 951	1 096	8 855
0				
4 6 99	Autres investissements	222 424	159 946	62 478
4 7 01	De l'économie à l'étranger	16 466	33 699	-17 233
4 7 13	Administrations publiques			
4 7 51	De l'étranger dans l'économie	205 958	126 247	79 711
4 7 63	Administrations publiques	119 400	37 700	81 700
4 7 78	Autres secteurs	86 558	88 547	-1 989
0				
0 0 00	Pour mémoire			
4 9 20	Financements exceptionnels			
4 9 31	Rééchelonnements			
4 9 22	Remises de dettes			



Année 2001

D Mali / Monde après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	9	32	Total des arriérés			
4	9	48	Autres			
0						
4	9	98	Erreurs et omissions nettes	6 783		6 783
0						
4	9	90	Solde global	1 335 622	1 307 623	27 999
0						
4	7	02	Avoirs et engagements extérieurs	41 961	69 960	-27 999
0						
4	7	05	Autorités monétaires	14 810	2 821	11 989
4	7	16	Avoirs	11 705	1 464	10 241
4	7	82	Engagements	3 105	1 357	1 748
0	0	00	Pour mémoire			
4	8	05	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	2 318	156	2 162
0						
4	7	35	Banques	27 151	67 139	-39 988
4	7	29	Avoirs	11 084	57 447	-46 363
4	7	79	Engagements	16 067	9 692	6 375

Année 2001

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Montant
8	9	88	AVOIRS	499 520
8	5	05	Investissements directs à l'étranger	11 811
8	5	06	Capital social et bénéfices réinvestis	21
8	5	30	Autres capitaux	11 790
8	6	02	Investissements de portefeuille	26 079
8	6	10	Titres de participation	283
8	6	13	dont : banques	233
8	6	19	Titres de créances	25 796
8	6	20	Obligations et autres titres d'emprunt	24 646
8	6	23	dont : banques	12 662
8	6	30	Instruments du marché monétaire	1 100
8	6	33	dont : banques	1 100
8	6	40	Dérivés financiers	50
8	6	43	dont : banques	
8	7	03	Autres investissements	202 113
8	7	06	Crédits commerciaux	25 626
8	7	14	Prêts	52 467
8	7	15	Autorités monétaires	
8	7	19	Administrations publiques	
8	7	22	Banques	52 467
8	7	23	Long terme	528
8	7	24	Court terme	51 939
8	7	25	Autres secteurs	
8	7	30	Monnaie fiduciaire et dépôts	114 113
8	7	31	Autorités monétaires	
8	7	32	Administrations publiques	
8	7	33	Banques	85 856
8	7	34	Autres secteurs	28 257
8	7	36	Autres avoirs	9 907
8	7	37	Autorités monétaires	
8	7	40	Administrations publiques	
8	7	43	Banques	1 095
8	7	44	Long terme	
8	7	45	Court terme	1 095
8	7	46	Autres secteurs	8 812
8	8	00	Avoirs de réserve	259 517
8	8	10	Or monétaire	
8	8	20	DTS	279
8	8	30	Position de réserve au FMI	8 265
8	8	40	Monnaies étrangères	250 973
8	8	80	Autres créances	
0				
8	8	89	ENGAGEMENTS	2 249 139
8	5	55	Investissements directs dans l'économie	156 625
8	5	56	Capital social et bénéfices réinvestis	60 940
8	5	80	Autres capitaux	95 685
8	6	52	Investissements de portefeuille: engagements	12 432

Année 2001

D Mali / Monde après ajustement

Code	Intitulés	Montant
8 6 60	Titres de participation	10 452
8 6 63	Banques	527
8 6 64	Autres secteurs	9 925
8 6 69	Titres d'engagement	1 980
8 6 70	Obligations et autres titres d'emprunt	1 980
8 6 71	Autorités monétaires	
8 6 72	Administrations publiques	
8 6 73	Banques	
8 6 74	Autres secteurs	1 980
8 6 80	Instruments du marché monétaire	
8 6 83	Banques	
8 6 90	Dérivés financiers	
8 6 93	Banques	
8 7 53	Autres investissements : engagements	2 080 082
8 7 56	Crédits commerciaux	115 893
8 7 64	Prêts	1 886 366
8 7 65	Autorités monétaires	127 237
8 7 66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	127 237
8 7 67	Autres prêts à long terme	
8 7 68	Prêts à court terme	
8 7 69	Administrations publiques	1 666 100
8 7 70	Long terme	1 666 100
8 7 71	Court terme	
8 7 72	Banques	12 098
8 7 73	Long terme	5 655
8 7 74	Court terme	6 443
8 7 75	Autres secteurs	80 931
8 7 76	Long terme	
8 7 77	Court terme	
8 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	56 470
8 7 81	Autorités monétaires	1 932
8 7 83	Banques	54 538
8 7 86	Autres engagements	21 353
8 7 87	Autorités monétaires	51
8 7 90	Administrations publiques	
8 7 93	Banques	
8 7 96	Autres secteurs	21 302
8 9 89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-1 749 619

...FIN DE DOCUMENT...